



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2011

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le quatrième trimestre et l'exercice 2011, clos le 31 décembre. Les comptes de l'exercice ont fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes. Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2011 et 2010 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2010 (« données comparables »).

La comparaison avec 2007, dernière année avant la crise économique et financière, a été maintenue afin de mesurer le retour à une situation normale de l'activité commerciale et le renforcement des équilibres d'exploitation.

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ET DES COMPTES DU QUATRIÈME TRIMESTRE 2011

Avec une parité moyenne de \$ 1,35 / € 1, le dollar a été quasiment stable par rapport au quatrième trimestre 2010 (\$ 1,36 / € 1). Cette légère évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique d'augmenter de 1 % le chiffre d'affaires et de € 0,3 million (+ 4 %) le résultat opérationnel du trimestre dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Des commandes ralenties par une conjoncture à nouveau dégradée

La forte dynamique commerciale constatée au premier semestre (avec une croissance de 24 % des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO par rapport au premier semestre 2010) s'était affaiblie au troisième trimestre (+ 4 % par rapport au troisième trimestre 2010). L'accélération de la dégradation du climat économique, financier et monétaire dans les derniers mois de 2011 a accru les inquiétudes et fortement pesé sur les décisions d'investissement des entreprises, entraînant un recul important des commandes au quatrième trimestre.

Avec un total de € 14,7 millions, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO sont en baisse de 34 % par rapport au quatrième trimestre 2010 (€ 22,1 millions). Les commandes de nouvelles licences de logiciels sont en recul de 20 %. Plus touchées par l'attentisme des clients, celles des équipements de CFAO baissent de 40 %.

Après avoir progressé à un rythme soutenu (+ 13 %) au cours des neuf premiers mois, les ventes de pièces détachées et de consommables (€ 11,8 millions) sont en hausse modérée (+ 3 %) par rapport au quatrième trimestre 2010.

Un chiffre d'affaires et des résultats conformes aux anticipations de la société

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 24,3 millions) est en croissance de 6 %. Les revenus récurrents (€ 28,3 millions) augmentent de 2 %, ce résultat conjuguant une hausse de 1 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et de 3 % de celui des pièces détachées et consommables.

Le montant des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO enregistrées étant inférieur à celui du chiffre d'affaires, le carnet de commandes (€ 10,5 millions) est en forte diminution par rapport au 30 septembre 2011 (€ 17,0 millions).

Le chiffre d'affaires s'établit à € 52,6 millions, en croissance de 4 % par rapport au quatrième trimestre 2010 (+ 5 % à données réelles).

Le résultat opérationnel atteint € 7,2 millions et la marge opérationnelle 13,8 %. Ils progressent respectivement de € 0,7 million et 0,9 point par rapport au résultat et à la marge opérationnels courants du quatrième trimestre 2010, à données comparables. A données réelles, les progressions sont de € 1,0 million et 1,4 point.

Le bénéfice net s'établit à € 4,6 millions. Il augmente de € 0,9 million à données réelles par rapport à celui du quatrième trimestre 2010, qui avait été réduit par une charge à caractère non récurrent de € 1,1 million (il n'y a eu aucun élément à caractère non récurrent au quatrième trimestre 2011). Hors éléments à caractère non récurrent du quatrième trimestre 2010, le bénéfice net augmente de € 0,1 million.

Le cash-flow libre, inférieur aux anticipations du 27 octobre du fait de la faiblesse des commandes, s'élève à € 1,4 million. Il n'y a pas eu de décaissement à caractère non récurrent.

Au quatrième trimestre 2010, le cash-flow libre avant éléments non récurrents s'était élevé à € 7,2 millions. Compte tenu de l'encaissement de € 15,1 millions dans le litige contre Induyco et de décaissements à caractère non récurrent de € 0,1 million, le cash-flow libre avait atteint le montant exceptionnel de € 22,2 millions.

2. SYNTHÈSE DE L'ANNÉE 2011

Résultats financiers record, pour la deuxième année consécutive

Le rebond de l'activité enregistré en 2010 avait permis à Lectra de dégager des résultats financiers d'un niveau historique et d'aborder 2011 avec des équilibres d'exploitation renforcés, une structure financière transformée et un carnet de commandes solide.

Dans son rapport financier du 10 février 2011, la société avait cependant indiqué qu'elle devait rester prudente et vigilante, tous les observateurs s'accordant sur la fragilité de la reprise et sur l'éventualité d'une nouvelle détérioration de la situation économique et monétaire, notamment en Europe et aux Etats-Unis.

Dans ce contexte, le plan d'actions de Lectra pour 2011 visait la poursuite de la dynamique commerciale retrouvée depuis fin 2009, une marge opérationnelle égale ou supérieure à celle de 2010 et la génération d'un cash-flow libre significatif. Comme les années précédentes, la principale incertitude concernait le niveau du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, fortement dépendant de la conjoncture. En outre, le très fort rebond de l'activité commerciale ainsi que le niveau remarquable des résultats et du cash-flow libre en 2010 constituaient pour 2011 une base de comparaison élevée : les taux de croissance ne pouvaient s'afficher qu'à un niveau moins soutenu.

Les résultats de l'exercice 2011 sont conformes au scénario central anticipé par la société le 10 février 2011, actualisé par le seul effet des parités de change (en particulier une parité moyenne sur l'année de \$ 1,39 / € 1 au lieu de la parité de \$ 1,35 / € 1 retenue en début d'année).

Le chiffre d'affaires atteint € 205,9 millions, le résultat opérationnel courant € 28,9 millions et la marge opérationnelle 14,0 %, en augmentation respective de + 10 %, + 35 % et + 2,7 points par rapport à 2010. Le résultat net est supérieur aux estimations de début d'année : à € 19,2 millions, il progresse de 35 % à données réelles par rapport à celui de 2010 retraité des éléments à caractère non récurrent. Le cash-flow libre (€ 14,2 millions), quant à lui, est conforme aux estimations.

Après celui atteint en 2010, l'exercice 2011 a ainsi dégagé un nouveau record des résultats financiers.

Cette performance est d'autant plus remarquable que l'environnement macroéconomique a été plus dégradé qu'anticipé, marqué d'une part par les conséquences des catastrophes tragiques au Japon et des inondations en Thaïlande, d'autre part par les crises géopolitiques dans certains pays du Maghreb et du Moyen-Orient, enfin par un nouveau contexte de crise économique, financière et monétaire depuis le mois de juillet. Cette dégradation résulte de l'accroissement des inquiétudes sur les dettes souveraines des Etats-Unis et de certains pays européens, la crise de la zone euro, d'une nouvelle tourmente des marchés financiers et de la révision à la baisse, parfois forte, des prévisions de croissance pour 2012 et 2013 dans la plupart des pays développés et émergents.

Stabilité des commandes, après une très forte croissance au premier semestre

Stimulée par l'excellence de son offre technologique et de services, l'entreprise a su tirer le meilleur profit de la dynamique en partie retrouvée sur la plupart de ses marchés sectoriels ou géographiques au premier semestre, avant de subir un début de ralentissement au troisième trimestre. La dégradation du climat économique dans les derniers mois de 2011 a accru les inquiétudes et fortement pesé sur les décisions d'investissement des entreprises, entraînant un recul important des commandes au quatrième trimestre.

Au total, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO (€ 78,4 millions) progressent de 2 % par rapport aux commandes de 2010 qui avaient fortement augmenté (+ 51 %) par rapport à celles de 2009, très marquées par la crise.

La situation des différentes régions et marchés sectoriels est restée hétérogène, avec des disparités parfois importantes.

Les commandes de nouvelles licences de logiciels diminuent de 4 %, celles des équipements de CFAO s'accroissent de 5 %. Cette différence provient principalement du mix des marchés sectoriels : alors que le secteur automobile affiche une progression à nouveau très forte (+ 64 %) après une hausse de 115 % en 2010 par rapport à 2009, le secteur de la mode est en recul de 22 %. Pour la première fois dans l'histoire de la société, l'automobile représente un poids dans son activité très proche de celui de la mode, avec respectivement 41 % et 45 % des commandes totales (26 % et 58 % en 2010). L'ameublement et les autres industries se replient respectivement de 12 % et 11 %.

Rebondissant plus vite, les pays émergents sont proches de leur niveau d'avant-crise

Les commandes enregistrées dans les Amériques progressent de 17 % – tirées par les Etats-Unis et le Mexique – et en Asie-Pacifique de 10 %. En Europe, elles reculent de 5 % – les pays d'Europe de l'Est ayant été en forte croissance, les autres pays en recul – et dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...) de 35 %. Les commandes des pays émergents augmentent de 7 %, celles des pays développés baissent de 3 %.

Pénalisée par la conjoncture mondiale du second semestre, l'activité cumulée de l'ensemble des clients n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-crise. Par rapport à 2007, les commandes demeurent globalement en retrait de 27 %.

Si la vitalité des pays émergents – tirée par la Chine (+ 17 %), le Brésil (+ 28 %) et le Mexique (+ 77 %) – leur permet de rattraper l'essentiel de leur retard, avec un recul par rapport à 2007 maintenant limité à 6 %, le retard est encore de 42 % pour les pays développés.

Aujourd'hui, le poids des pays émergents dans l'activité globale, passé de 41 % en 2007 à 53 % en 2011, est majoritaire.

Nouvelle progression du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 205,9 millions, en croissance de 10 % à données comparables et de 8 % à données réelles par rapport à 2010. En 2010, la hausse avait déjà été de 20 %, après les fortes baisses de 2008 et 2009.

La croissance s'établit à 1 % en Europe, 12 % dans les Amériques et 34 % en Asie-Pacifique. Ces trois régions ont représenté respectivement 48 % (dont 10 % pour la France), 21 % et 26 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (5 % du chiffre d'affaires du Groupe) diminue de 11 %.

Malgré la stabilité des commandes, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 97,7 millions) progresse de 18 % grâce au carnet de commandes solide du début de l'année. Les revenus récurrents (€ 108,2 millions) augmentent de 3 %, avec une diminution de 1 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et une hausse de 10 % de celui des pièces détachées et consommables. Celui-ci atteint le niveau historique de € 43,7 millions, soit 21 % du chiffre d'affaires total, reflétant l'augmentation des volumes de production des entreprises ainsi que la croissance du parc de systèmes installés.

Les revenus des nouveaux systèmes sont redevenus en 2010 et 2011 le moteur de la croissance, alors qu'au cours des années de crise 2008 et 2009, les revenus récurrents avaient démontré leur rôle-clé d'amortisseur et de facteur essentiel de stabilité.

Forte diminution du carnet de commandes

Le montant des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO étant inférieur à celui du chiffre d'affaires, le carnet de commandes (€ 10,5 millions) est en forte diminution par rapport au 31 décembre 2010 (€ 18,5 millions). Cette baisse résulte directement du ralentissement des commandes dans les derniers mois de l'année.

Le carnet de commandes au 31 décembre 2011 comprend € 9,2 millions livrables au premier trimestre 2012, et € 1,3 million sur le reste de l'année.

Augmentation des frais généraux plus modérée qu'anticipée

Dès juillet 2008, la société avait adopté des mesures visant à limiter ses engagements de dépenses, freiner ses recrutements et accroître la rigueur dans la gestion de ses frais généraux. Renforcées en 2009 et 2010, ces mesures avaient permis de réduire de € 25 millions, soit - 20 %, les frais généraux fixes par rapport à leur niveau de 2007 (€ 123,8 millions).

Dans le même temps, pour renforcer sa compétitivité et son avance technologique, la société a continué d'investir de manière soutenue en recherche et développement (les dépenses correspondantes sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes).

Avec un total de € 102,1 millions, les frais généraux fixes augmentent de seulement € 2,1 millions (+ 2 %). Ils ont finalement été plus faibles que prévu (la société avait anticipé en début d'année une augmentation de 4 %), en raison notamment du décalage de certains recrutements.

Parallèlement, les frais variables (€ 13,3 millions) progressent de 7 %.

Très forte augmentation du résultat opérationnel et du résultat net – La marge opérationnelle franchit un nouveau palier historique

Le résultat opérationnel atteint € 28,9 millions. A données comparables, il progresse de € 7,9 millions (+ 35 %) par rapport au résultat opérationnel courant de 2010. A données réelles, il s'améliore de € 6,1 millions alors que le chiffre d'affaires progresse de € 15,6 millions. Cette hausse représente près de 40 % de celle du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel de 2010 avait bénéficié d'un produit net à caractère non récurrent de € 2,2 millions (il n'y a eu aucun élément à caractère non récurrent en 2011).

S'établissant à 14,0 %, la marge opérationnelle affiche une nouvelle progression par rapport à la marge opérationnelle courante de 2010 qui avait déjà franchi un palier historique à 12 % – à son plus haut niveau la marge n'avait atteint que 10 % en 2000. Une performance qu'il convient de souligner

dans le contexte économique de 2011.

La comparaison avec 2007 met en lumière les progrès des équilibres opérationnels de la société pendant les années de crise et démontre la pertinence du plan stratégique défini fin 2009. A données comparables, malgré une baisse du chiffre d'affaires de € 13,8 millions (- 6 %) – essentiellement due au recul des nouveaux systèmes, les revenus récurrents, après avoir été également affectés, ayant dépassé de 3 % leur niveau d'avant-crise – le résultat opérationnel courant est multiplié par 2,5. La marge opérationnelle courante s'apprécie de 8,5 points. Cette performance provient principalement d'une progression du taux de marge brute de 3,0 points et d'une diminution des frais généraux fixes de € 22,9 millions (- 18 %).

Le bénéfice net atteint € 19,2 millions, soit 9,3 % du chiffre d'affaires (€ 15,6 millions en 2010).

Lectra obtient l'exequatur en Espagne de la sentence rendue contre Induyco par le tribunal arbitral international en octobre 2009

Par une décision rendue le 27 juin 2011, le Tribunal de Première Instance de Madrid a ordonné l'exequatur en Espagne de la sentence arbitrale rendue à Londres contre Induyco par le tribunal arbitral international en octobre 2009 qui avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 26,0 millions (valeur actualisée au 31 décembre 2011).

En confirmant la validité et le caractère exécutoire de la sentence arbitrale en Espagne, cette décision constitue une étape déterminante dans le règlement de ce litige.

Induyco a fait appel de ce jugement et les conclusions écrites des deux parties ont été déposées. La décision de la Cour d'Appel de Madrid devrait être connue fin 2012 ou début 2013.

Compte tenu de cette procédure d'appel, la décision du Tribunal de Première Instance de Madrid du 27 juin 2011 ne conduit pas à modifier l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes de la société : seuls ont été comptabilisés les € 15,1 millions encaissés en 2010 qui avaient donné lieu à un produit à caractère non récurrent de € 3,3 millions au troisième trimestre. Le solde de € 10,9 millions restant dû par Induyco ne sera enregistré que lors de son encaissement effectif (*cf. note 8 des notes annexes au présent rapport*).

Une structure financière métamorphosée, marquée par le retour à une trésorerie nette positive

Grâce à un cash-flow libre de € 14,2 millions (portant à € 45,2 millions le cash-flow libre avant éléments non récurrents cumulé sur 2010 et 2011, et € 58,6 millions après éléments non récurrents), la trésorerie nette est positive de € 8,6 millions au 31 décembre 2011, alors que la société affichait un endettement financier net de € 2,4 millions le 31 décembre 2010 et de € 47,8 millions le 31 décembre 2009. Ainsi, l'amélioration atteint € 11,0 millions sur l'année et € 56,4 millions en deux ans, après versement du dividende global de € 5,2 millions en mai 2011 (aucun dividende n'avait été versé depuis 2007).

Parallèlement, les capitaux propres augmentent de € 16,7 millions, à € 58,7 millions.

Retraité du crédit d'impôt recherche 2010 et 2011 non encaissé et non imputé sur l'impôt, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 11,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

3. COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE 2011

Avec une parité moyenne de \$ 1,39 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de près de 5 % par rapport à 2010 (\$ 1,33 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique de diminuer de 1 % le chiffre d'affaires et de € 1,9 million (- 6 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2011 s'établit à € 205,9 millions, en progression de 10 % (+ 8 % à données réelles), par rapport à 2010.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 25,3 millions) progresse de 8 %. Comme en 2010, il contribue à hauteur de 12 % au chiffre d'affaires global.

Les équipements de CFAO (€ 63,0 millions) affichent une croissance de 25 % et représentent 31 % du chiffre d'affaires global (27 % en 2010).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 8,9 millions) augmente de 5 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 97,7 millions) progresse de 18 %. Il représente 47 % du chiffre d'affaires global (44 % en 2010). Cette hausse de 3 points traduit la dynamique de croissance de l'activité commerciale du quatrième trimestre 2009 au premier semestre 2011.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 108,2 millions) augmentent de € 3,3 millions (+ 3 %). Ils représentent 53 % du chiffre d'affaires global (56 % en 2010).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % des revenus récurrents et à 30 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 62,6 millions. Après avoir diminué en raison des taux d'annulation exceptionnellement élevés enregistrés en 2008 et 2009 du fait de la crise et d'un faible rattrapage en 2010, il est maintenant quasiment stabilisé (- 1 %).

Concernant près des deux tiers des 23 000 clients de Lectra, le chiffre d'affaires des contrats récurrents se décompose ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 29,8 millions), en progression de 1 % par rapport à 2010, représentent 14 % du chiffre d'affaires global (16 % en 2010) ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 32,8 millions), en recul de 3 %, représentent 16 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 43,7 millions) affiche une progression de 10 %.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 70,1 %. A données comparables, il s'élève à 70,4 % et diminue de 1,1 point par rapport à 2010 (71,5 %).

L'évolution du mix produits – caractérisée par une progression dans l'activité globale de la part du chiffre d'affaires des équipements de CFAO et des pièces détachées et consommables dont le taux de marge particulier est moins élevé que celui des autres composantes du chiffre d'affaires – conduit mécaniquement à une diminution du taux de marge brute global.

Cet effet est atténué par la forte progression à données comparables des taux de marge de chaque ligne de produits, en particulier celui des équipements de CFAO, démontrant à nouveau leur bonne tenue, malgré la forte pression concurrentielle encore accrue par la crise.

Cette excellente performance constitue l'un des succès du plan d'actions 2011 de Lectra et démontre à nouveau la compétitivité et la forte valeur ajoutée de son offre.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 115,4 millions, en augmentation de € 2,9 millions (+ 2,6 %) par rapport à 2010. Ils se décomposent ainsi :

- € 102,1 millions de frais fixes, en hausse de € 2,1 millions (+ 2 %) ;
- € 13,3 millions de frais variables, en augmentation de € 0,9 million (+ 7 %).

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à certains programmes de R&D, elles s'élèvent à € 18,2 millions et représentent 8,9 % du chiffre d'affaires (€ 16,1 millions et 8,5 % en 2010). Les frais nets de R&D, après déduction du crédit d'impôt recherche (dont le taux global diminue en 2011 du fait des nouvelles mesures fiscales) et des subventions, s'établissent à € 11,5 millions (€ 9,5 millions en 2010).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 28,9 millions. A données comparables, il s'élève à € 30,8 millions et progresse de € 7,9 millions (+ 35 %) par rapport au résultat opérationnel courant de 2010 (€ 22,8 millions). A données réelles, la progression est de € 6,1 millions (+ 27 %).

La marge opérationnelle s'établit à 14,0 %. A données comparables, elle atteint 14,7 % et augmente de 2,7 points par rapport à la marge opérationnelle courante de 2010 (12,0 %). A données réelles, la progression est de 2,0 points.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 1,5 million. Le résultat de change est négatif de € 0,2 million.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 8,0 millions, le bénéfice net s'établit à € 19,2 millions, soit 9,3 % du chiffre d'affaires. A données réelles, il progresse de € 3,6 millions par rapport au résultat net de 2010 qui avait bénéficié de l'enregistrement d'un produit à caractère non récurrent de € 3,3 millions résultant de l'encaissement de € 15,1 millions dans le cadre de l'arbitrage contre Induyco et avait enregistré une charge à caractère non récurrent de € 1,1 million (il n'y a eu aucun élément à caractère non récurrent en 2011). Hors éléments à caractère non récurrent, le bénéfice net augmente de € 5,0 millions (+ 35 %).

Le bénéfice net par action sur capital de base (€ 0,67) progresse de 20 % et celui sur capital dilué (€ 0,65) de 18 % à données réelles (€ 0,56 et € 0,55 pour 2010) ; hors éléments à caractère non récurrent de 2010, la progression est respectivement de 34 % et 30 %.

Cash-flow libre

Avant éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre atteint € 15,2 millions (€ 30,0 millions en 2010). Le cash-flow libre 2010 comprenait € 6,2 millions au titre du remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche de l'année 2009, une mesure du plan de relance du gouvernement français supprimée en 2011.

Après décaissement de € 1,0 million d'éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre est positif de € 14,2 millions (€ 44,4 millions en 2010, après encaissement net de € 14,4 millions d'éléments à caractère non récurrent). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation positive de € 27,6 millions, d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 9,9 millions et

d'investissements de € 3,5 millions (*cf. note 7 des notes annexes au présent rapport*).

Le crédit d'impôt recherche de 2011 (€ 5,5 millions) a été comptabilisé mais non encaissé.

Si le crédit d'impôt recherche avait été encaissé, le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent aurait été positif de € 20,7 millions et supérieur de € 1,5 million au résultat net.

Structure financière

Au 31 décembre 2011, les capitaux propres s'élèvent à € 58,7 millions (€ 42,0 millions au 31 décembre 2010).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues en propre dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale), valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,7 million (€ 0,4 million au 31 décembre 2010). Il tient également compte du paiement du dividende global de € 5,2 millions au titre de l'exercice 2010 décidé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2011.

La trésorerie disponible s'établit à € 26,3 millions (€ 30,2 millions au 31 décembre 2010), après le remboursement par anticipation de € 10 millions effectué par la société le 31 décembre, à sa propre initiative, sur l'emprunt à moyen terme.

Les dettes financières sont de € 17,7 millions (€ 32,6 millions au 31 décembre 2010) :

- € 15,9 millions correspondent à l'emprunt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007. En 2010, la société avait réalisé les deux premiers remboursements semestriels contractuels (€ 3,8 millions chacun) et par ailleurs, effectué un premier remboursement anticipé de € 10 millions le 31 décembre, imputés sur les remboursements contractuels de 2011. En 2011, elle a remboursé par anticipation € 3,8 millions le 30 juin au titre de la clause contractuelle d'*excess cash-flow* et € 10 millions le 31 décembre, réduisant à € 0,6 million les remboursements contractuels de 2012.
- € 1,8 million correspondent à des avances publiques, remboursables sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

En conséquence, la trésorerie nette est positive de € 8,6 millions au 31 décembre 2011, alors que la société affichait un endettement financier net de € 2,4 millions le 31 décembre 2010.

Le besoin en fonds de roulement au 31 décembre 2011 est négatif de € 1,4 million. Il comprend une créance de € 10,1 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2010 et 2011 non encaissé et non imputé sur l'impôt. Retraité de cette créance, il est négatif de € 11,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Compte tenu des meilleurs ratios financiers, la marge sur les intérêts de l'emprunt à moyen terme avait été ramenée, conformément au contrat de prêt, de 1,85 % en 2010 à 0,95 % à compter du 1^{er} janvier 2011 (*cf. note 10.2 des notes annexes au présent rapport*).

4. AFFECTATION DU RESULTAT

Compte tenu des excellents résultats de 2010, le Conseil d'Administration a repris en 2011 sa politique de rémunération des actionnaires – interrompue en 2008 au titre de l'exercice 2007, du fait de l'OPRA, puis des exercices 2008 et 2009 en raison de l'impact de la crise économique sur le résultat et l'endettement net – et distribué un dividende de € 0,18 par action au titre de l'exercice 2010.

Confirmant sa confiance dans les perspectives d'avenir de la société, malgré les nouvelles perturbations macroéconomiques, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 avril 2012 de distribuer un dividende de € 0,22 par action au titre de l'exercice 2011, en augmentation de 22 %.

Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale, le dividende sera mis en paiement le 10 mai 2012.

5. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration a appris avec beaucoup de tristesse le décès, le 26 octobre, de Louis Faurre, puis celui d'Hervé Debache le 29 novembre, administrateurs indépendants de la société, qui avaient formidablement contribué à ses travaux depuis de nombreuses années.

Le Conseil d'Administration a coopté le 27 octobre Madame Anne Binder et le 21 décembre Monsieur Bernard Jourdan en qualité de nouveaux administrateurs indépendants, en remplacement respectivement de Louis Faurre et de Hervé Debache, pour la durée du mandat qui leur restait à courir, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 (*cf. biographies en annexe au présent rapport*).

Conformément à la loi, cette nomination, faite à titre provisoire, sera soumise à la ratification de l'Assemblée Générale du 27 avril 2012.

Anne Binder et Bernard Jourdan ont également été désignés pour succéder à Louis Faurre et Hervé Debache au Comité Stratégique (dont André Harari demeure Président), au Comité d'Audit et au Comité des Rémunérations, dont Bernard Jourdan a été désigné Président.

6. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 31 décembre 2011, le capital social est de € 28 036 501,70 divisé en 28 903 610 actions d'une valeur nominale de € 0,97 (il était de € 27 644 043,58 divisé en 28 499 014 actions au 31 décembre 2010).

L'augmentation de 404 596 actions depuis le 1^{er} janvier 2011 provient de la levée d'options de souscription d'actions (soit € 0,4 million en valeur nominale assorti d'une prime d'émission globale de € 1,4 million).

Le 18 avril 2011, la société Financière de l'Echiquier (France), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, avait déclaré avoir franchi à la baisse le seuil de 10 % des droits de vote de la société et détenir à cette date 10,16 % du capital et 9,99 % des droits de vote. Le 8 juin 2011, elle a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 10 % des droits de vote et détenir à cette date 10,21 % du capital et 10,04 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2011.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 38,5 % du capital et 38 % des droits de vote,
- la Financière de l'Echiquier et la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), détiennent chacune plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 décembre 2011, la société détenait 0,5 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale).

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Le cours de Bourse de l'action Lectra a affiché en 2011 un plus bas de € 4,12 le 3 janvier et un plus haut de € 6,81 le 7 avril. Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (6,3 millions) a diminué de 7 % et les capitaux échangés (€ 35,9 millions) ont augmenté de 63% par rapport à 2010.

Après son fort redressement en 2010 (+ 86 %), succédant à deux années de baisse importante du fait de la crise, le cours a poursuivi sa progression jusqu'à son plus haut, soit une hausse cumulée de 200 % en quinze mois. Sur cette période le nombre de titres échangés (10,7 millions) a quasiment doublé et les capitaux échangés (€ 43,6 millions) plus que triplé. A partir de cette date, jusqu'au 31 décembre 2011, le cours a chuté de 32 % dans des volumes de plus en plus étroits (3,6 millions de titres échangés sur les trois premiers mois de 2011 contre 2,7 millions sur les neuf derniers) pour s'établir à € 4,60, limitant la hausse annuelle à 10 % par rapport au 31 décembre 2010 (€ 4,19).

La performance relative de l'action Lectra en 2011 mérite d'être soulignée : sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont été en baisse, respectivement, de 17 % et 21 %. Elle est encore plus marquée sur la période de deux ans 2010-2011, avec une hausse de 104 % du cours de l'action Lectra, alors que la chute des indices CAC 40 et CAC Mid&Small atteint respectivement 20 % et 7 %.

La société a été informée par NYSE Euronext que l'action Lectra sera admise au Service de Règlement Différé (SRD « Long seulement ») le 24 février 2012.

7. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 DECEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

8. CALENDRIER FINANCIER

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 27 avril 2012.

Les résultats financiers trimestriels de 2012 seront publiés le 26 avril, 26 juillet et 25 octobre 2012, après la clôture de NYSE Euronext. Les résultats de l'exercice 2012 seront publiés le 12 février 2013.

9. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'année 2011 s'est achevée par un retour à une situation de crise économique, financière et monétaire, dont l'ampleur et la durée sont incertaines, et une révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2012 et 2013 de la plupart des pays développés et émergents. Le contexte électoral dans de nombreux pays pourrait par ailleurs accentuer les incertitudes.

Les entreprises risquent de se trouver à nouveau confrontées à des restrictions de crédits bancaires et à des difficultés accrues de financement de leurs investissements. Plus encore que la dégradation de l'environnement macroéconomique, l'alternance de nouvelles positives et négatives, l'absence de visibilité et l'accroissement des inquiétudes des entreprises tant que des premiers signes d'une amélioration durable de la conjoncture ne seront pas perceptibles, pèseront fortement sur leurs décisions d'investissement.

Définie fin 2009, la feuille de route stratégique 2010-2012, claire et ambitieuse, a démontré toute sa pertinence en 2010 puis en 2011. Aujourd'hui, ses objectifs majeurs sont inchangés : accentuer l'avance technologique et la forte valeur de l'offre de produits et de services de Lectra, renforcer sa

position concurrentielle et ses relations à long terme avec ses clients, accélérer sa croissance organique une fois la crise passée, accroître sa rentabilité en augmentant régulièrement la marge opérationnelle et générer un cash-flow libre supérieur au résultat net (dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche comptabilisé dans l'année) qui permet d'autofinancer son développement.

Par ailleurs, la décision prise en 2005, après une réflexion approfondie, de maintenir la R&D et la production de Lectra en France lui a permis de relever les trois défis à auxquels elle était confrontée : faire face aux productions à bas coût de ses concurrents internationaux délocalisés en Chine et de ses concurrents asiatiques ; accroître sa compétitivité même dans l'hypothèse d'un dollar américain durablement faible par rapport à l'euro ; augmenter ses marges. Elle a également permis de protéger sa propriété industrielle. Ce résultat a été obtenu par l'innovation.

Alors qu'en Chine, la hausse des salaires et des charges sociales, l'inflation et l'appréciation du yuan ont depuis pesé sur les prix de revient, la forte progression des taux de marge de Lectra de chaque ligne de produits, en particulier des équipements de CFAO, a porté le taux global à son plus haut niveau historique, confirmant à nouveau en 2011 la compétitivité et la forte valeur ajoutée de son offre.

La société a décidé de privilégier sa stratégie à long terme

La société aborde 2012, nouvelle année de crise économique, financière et monétaire qui s'annonce non seulement difficile mais aussi imprévisible selon tous les experts, avec des fondamentaux financiers et opérationnels totalement différents qu'à la veille de 2008-2009.

Les résultats historiques de 2010 et 2011 ont une fois encore prouvé sa résilience. Radicalement transformée, sa structure financière est aujourd'hui très solide : l'endettement financier net de € 56,4 millions au 31 décembre 2008 a été effacé et remplacé par une trésorerie nette de € 8,6 millions, les fonds propres se sont renforcés de € 16,7 millions et ont été portés à € 58,7 millions, supprimant tout risque de liquidité pour les années à venir.

La société a d'autre part poursuivi ses investissements de R&D (€ 68,6 millions cumulés sur la période de crise 2008-2011, entièrement passés en charges), renouvelé et étendu son offre technologique. Enfin, malgré une concurrence exacerbée par le contexte économique, elle a renforcé ses marges sur chaque ligne de produits, réussissant à porter sa marge opérationnelle de 5 % en 2007 à 14 % en 2011.

Si elle perdurait, la baisse de l'euro par rapport au dollar, avec une parité ayant débuté l'année sous la barre de \$ 1,30 / € 1, serait par ailleurs un facteur bénéfique à la compétitivité de l'entreprise.

En revanche, le fort recul de l'activité commerciale des derniers mois de 2011 a pénalisé son carnet de commandes au 1^{er} janvier, avec un niveau inférieur de € 8,0 millions par rapport à l'an passé. Le faible niveau des commandes pourrait se poursuivre sur tout ou partie de l'année, jusqu'à la reprise des investissements des entreprises.

Etant donné cette absence de visibilité, l'exigence de prudence et de vigilance doit être maintenue.

Dans ce contexte, la société a décidé de privilégier sa stratégie à long terme plutôt que sa rentabilité en 2012, qui restera cependant supérieure à celle d'avant-crise : elle s'est fixée comme première priorité de renforcer sa feuille de route pour accélérer sa croissance et sa capacité à créer de la valeur pour ses clients – son objectif premier – et donc pour ses équipes et ses actionnaires.

L'innovation, le capital humain et la proximité avec les clients restent les moteurs du leadership de Lectra. C'est pourquoi le renforcement de ses équipes commerciales et marketing ainsi que la poursuite d'investissements soutenus de R&D constituent le volet principal de l'accélération du plan de transformation de l'entreprise au cours des vingt-quatre prochains mois ; ils lui permettront, dès la fin de la crise économique, de réaliser pleinement son potentiel de croissance sur ses marchés géographiques et sectoriels les plus porteurs.

Compte tenu des réductions drastiques déjà réalisées au cours des dernières années, ces dépenses d'avenir ne seront que partiellement compensées par une nouvelle diminution de certaines charges courantes. Ce plan se traduira donc par une augmentation des frais fixes plus significative qu'en 2011 – ceux-ci resteront soumis à une grande rigueur de gestion.

Perspectives 2012

Compte tenu des incertitudes de la conjoncture, la société a formulé deux hypothèses d'activité et de résultats. Les paramètres financiers du plan 2012 sont les suivants (les variations sont à données comparables) :

- le maintien des taux de marge brute, pour les différentes lignes de produits, aux mêmes niveaux qu'en 2011, ou une légère augmentation ;
- des revenus récurrents en légère croissance (environ 1 % à 3 %). Les contrats récurrents devraient rester stables ou en légère augmentation. Les ventes de pièces détachées et consommables devraient progresser de 2 % à 5 % en raison de l'augmentation du parc installé, de l'activité et des niveaux de production des entreprises clientes ;
- un niveau de frais généraux fixes d'environ € 112,5 millions, en augmentation de € 8,9 millions (+ 8,6 %) par rapport à 2011, dont la moitié est liée à l'accélération du plan de transformation de l'entreprise, si ce plan se déroule comme prévu ;
- un ratio de sécurité – c'est-à-dire le taux de couverture des frais généraux fixes annuels par la marge brute dégagée par les revenus récurrents – proche de 78 %.

Comme les années précédentes, la principale incertitude concerne le niveau du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Quelles que soient les hypothèses de prises de commandes, celui-ci restera affecté par le faible niveau du carnet de commandes de début d'année et serait inférieur au montant total des commandes correspondantes de 2012.

Compte tenu du carnet de commandes au 1^{er} janvier, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du premier trimestre 2012 devraient s'inscrire en baisse par rapport au premier trimestre 2011, avec un niveau de l'ordre de € 47 millions et € 3 millions.

Dans l'hypothèse où la conjoncture économique, pendant la première moitié de l'année, serait aussi dégradée qu'au quatrième trimestre 2011, puis reviendrait au niveau du premier semestre 2011, les commandes de nouveaux systèmes de l'exercice 2012 pourraient s'inscrire en hausse de 4 % par rapport à 2011, leur chiffre d'affaires serait en baisse d'environ 9 %, conduisant à un chiffre d'affaires total de l'ordre de € 206 millions (stable par rapport à 2011 à données réelles, – 3 % à données comparables). Le résultat opérationnel courant s'établirait à environ € 21 millions (– 34 %), dégagant ainsi une marge opérationnelle courante de l'ordre de 10 %, et le résultat net à environ € 14 millions (– 27 % à données réelles).

L'ambition de la société est de réaliser une croissance supérieure. L'effet de levier reste important : chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Dans l'hypothèse où la conjoncture, pendant toute l'année, resterait aussi dégradée qu'au quatrième trimestre, le plan d'actions serait ralenti et, si le niveau des commandes l'exigeait, les réductions de charges courantes plus drastiques. Les commandes de nouveaux systèmes pourraient alors s'inscrire en baisse de 17 %, leur chiffre d'affaires reculerait d'environ 24 %, conduisant à un chiffre d'affaires total de l'ordre de € 190 millions, équivalent à son niveau de 2010 à données réelles. Le résultat opérationnel courant s'établirait à environ € 15 millions, dégagant ainsi une marge opérationnelle courante de l'ordre de 8 %, et le résultat net à environ € 10 millions, des performances supérieures à celles d'avant-crise.

Dans ces deux hypothèses, le cash-flow libre devrait être supérieur au résultat net diminué du crédit d'impôt recherche 2012 (environ € 5,7 millions), les investissements étant limités à environ € 5 – € 6 millions (les dépenses de R&D sont entièrement passés en charges).

Ces chiffres sont établis sur la base d'une parité moyenne de \$ 1,30 / € 1 en 2012.

Une hausse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 / € 1 se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires d'environ € 2,5 millions et du résultat opérationnel d'environ € 1,3 million. A l'inverse, une baisse du dollar de \$ 0,05 / € 1 se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants. Le 23 janvier 2012, la société a couvert son exposition au dollar américain pour le premier trimestre 2012 par des ventes à terme à une parité de \$ 1,30 / € 1 ; elle ne s'est pas couverte au-delà.

Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme

Le résultat net et le cash-flow libre anticipés pour 2012 continueront de renforcer la trésorerie et la structure financière de la société, que l'encaissement des € 10,9 millions restant sur les dommages et intérêts alloués par le tribunal arbitral international renforcerait d'autant. L'objectif actuel de Lectra est de poursuivre sa politique de dividendes et de conserver sa trésorerie pour financer de futures acquisitions ciblées dans les années à venir, si des opportunités se présentaient, sa croissance organique étant autofinancée grâce à son modèle économique.

Comme l'a prouvé le très fort rebond des commandes de la société en 2010 et au premier semestre 2011, une fois la crise définitivement passée, les entreprises de ses différents marchés géographiques et sectoriels devraient accélérer ou rattraper les investissements gelés ou repoussés depuis plusieurs années et se doter des moyens technologiques indispensables au renforcement de leur compétitivité. Avec la crise et ses prolongements en 2012, leurs défis ont été amplifiés.

Confortée par ses résultats 2011 et par la pertinence de son plan d'actions 2012, la société est confiante sur la solidité de son modèle économique et ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Le 9 février 2012

Attestation de la société relative au rapport du quatrième trimestre et de l'exercice 2011

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le quatrième trimestre et l'exercice écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du quatrième trimestre et de l'exercice 2011 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquels elles sont confrontées".

Paris, le 9 février 2012

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

Biographie des nouveaux administrateurs

Anne Binder

Anne Binder, 61 ans, est administrateur de Lectra depuis le 27 octobre 2011.

Anne Binder est actuellement conseil en stratégie financière et administrateur indépendant auprès de sociétés essentiellement non cotées (luxe, électronique, télécommunications, ...). De 1993 à 1996, elle a été Directeur en charge du développement en France du groupe de services financiers international GE Capital et administrateur de sa filiale française. De 1990 à 1993, elle était Directeur Général de la société holding et Directeur Général Adjoint du fonds d'investissement Euris (participations dans des entreprises industrielles). De 1983 à 1990, elle a participé à la création du groupe Pallas (banque et investissement) dont elle était Directeur. Précédemment, elle a été fondé de pouvoirs de la Générale Occidentale, banque et holding industriel (1978-1982). Au début de sa carrière, elle a été consultant associé au Boston Consulting Group puis attachée de direction à la Banque Lazard Frères (Paris).

Anne Binder est actuellement administrateur de la société Fastpaperflow (mobilier de bureau) et membre du Comité Stratégique d'AM France, qui gère Alternativa (nouvelle bourse européenne de petites et moyennes entreprises de croissance). Elle est également Vice-Président de la Chambre Nationale des Conseils Experts Financiers, administrateur de la fondation INSEAD et trustee de l'INSEAD Alumni Fund.

Anne Binder est diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise de la faculté de droit de Paris et Master in Business Administration de l'Insead (Fontainebleau, France).

Bernard Jourdan

Bernard Jourdan, 67 ans, administrateur de Lectra depuis le 21 décembre 2011.

Bernard Jourdan est actuellement conseil en développement stratégique et en management. Précédemment, il a été Administrateur, Directeur Général Adjoint de SPIE, un leader européen des services en génie électrique, mécanique et climatique, de l'énergie et des systèmes de communication (1995-2005), en charge de fonctions stratégiques et de développement. De 1990 à 1995, il était Directeur Général Adjoint de Schindler France, un leader mondial dans le domaine des ascenseurs et escaliers mécaniques et de services associés. De 1978 à 1990, il a exercé de multiples fonctions dans le groupe Compagnie Générale des Eaux (aujourd'hui Veolia Environnement), un leader mondial de la gestion de l'eau, des services à l'environnement et de la gestion énergétique ; il a en particulier été Administrateur, Président Directeur Général de filiales du groupe en France (1987-1990) et Directeur Général de la division américaine (1981-1987). Au début de sa carrière, il a été successivement consultant chez Arthur Andersen à Paris, puis attaché de direction de la First National Bank of Chicago et chargé de mission à l'Institut de Développement Industriel (IDI, Paris).

Il n'occupe aucun mandat d'administrateur en dehors de la société.

Bernard Jourdan est titulaire d'un Master of Sciences du Massachusetts Institute of Technology, Sloan School of Management (MIT, Cambridge, Etats-Unis), diplômé de l'École Centrale de Paris, Licencié ès Sciences Économiques (Paris Assas) et titulaire d'un diplôme d'Etudes Comptables Supérieures (Paris).

Etat de la situation financière consolidée

ACTIF

Au 31 décembre
(en milliers d'euros)

	2011	2010
Ecart d'acquisition	31 309	30 999
Autres immobilisations incorporelles	4 742	5 452
Immobilisations corporelles	11 589	11 066
Actifs financiers non courants	1 899	1 700
Impôts différés	9 543	12 938
Total actif non courant	59 081	62 155
Stocks	21 112	19 336
Clients et comptes rattachés	44 533	43 862
Créances d'impôt courant sur les sociétés	10 841	6 918
Autres actifs courants	6 346	4 674
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 320	30 174
Total actif courant	109 152	104 964
Total actif	168 233	167 119

PASSIF

(en milliers d'euros)

	2011	2010
Capital social	28 037	27 644
Primes d'émission et de fusion	2 487	1 039
Actions détenues en propre	(722)	(386)
Ecart de conversion	(8 816)	(8 877)
Réserves et résultats consolidés	37 700	22 612
Capitaux propres	58 686	42 032
Engagements de retraite	4 512	4 124
Emprunts et dettes financières à long terme	16 684	27 694
Total passif non courant	21 196	31 818
Fournisseurs et autres passifs courants	46 696	49 120
Produits constatés d'avance	35 722	35 835
Dettes d'impôt exigible	1 776	537
Emprunts et dettes financières à court terme	1 005	4 905
Provisions	3 152	2 872
Total passif courant	88 351	93 269
Total passif et capitaux propres	168 233	167 119

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2011 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011 (douze mois)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2010 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2010 (douze mois)
Chiffre d'affaires	52 608	205 923	50 261	190 290
Coût des ventes	(15 678)	(61 613)	(15 002)	(54 193)
Marge brute	36 930	144 310	35 259	136 097
Frais de recherche et développement	(2 973)	(11 463)	(2 368)	(9 547)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(26 722)	(103 925)	(26 641)	(103 701)
Résultat opérationnel courant	7 235	28 922	6 250	22 849
Produits à caractère non récurrent	0	0	0	3 291
Charges à caractère non récurrent	0	0	(1 053)	(1 053)
Résultat opérationnel	7 235	28 922	5 197	25 087
Produits financiers	263	656	121	312
Charges financières	(483)	(2 204)	(1 044)	(3 739)
Résultat de change	(177)	(165)	(11)	(1 254)
Résultat avant impôts	6 838	27 209	4 263	20 406
Impôts sur le résultat	(2 258)	(8 012)	(625)	(4 759)
Résultat net	4 580	19 197	3 638	15 647
(en euros)				
Résultat par action				
Résultat :				
- de base	0,16	0,67	0,13	0,56
- dilué	0,16	0,65	0,13	0,55
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :				
- résultat de base	28 793 939	28 709 129	28 281 109	28 122 072
- résultat dilué	29 332 311	29 368 796	28 690 608	28 316 516

Etat du résultat global

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2011 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011 (douze mois)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2010 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2010 (douze mois)
Résultat net	4 580	19 197	3 638	15 647
Ecart de conversion	129	61	74	(292)
Part efficace de la variation de juste valeur des instruments de couvertures de change	0	0	(74)	0
Part efficace de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	140	837	316	1 033
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	(49)	(284)	(87)	(351)
Résultat global total	4 800	19 811	3 867	16 037

Tableau des flux de trésorerie consolidés

Du 1^{er} janvier au 31 décembre
(en milliers d'euros)

	2011	2010
I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		
Résultat net	19 197	15 647
Amortissements et provisions d'exploitation	5 168	6 625
Autres résultats sur opérations d'investissement	0	(3 291)
Eléments non monétaires du résultat	(40)	(109)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(9)	148
Variation des impôts différés	3 251	2 758
Capacité d'autofinancement d'exploitation	27 567	21 778
Variation des stocks et en-cours	(1 646)	(1 557)
Variation des créances clients et comptes rattachés	(1 301)	139
Variation des autres actifs et passifs courants	(6 908)	16 800
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(9 855)	15 382
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	17 712	37 160
II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(906)	(1 277)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 837)	(1 071)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	159	370
Dommages et intérêts perçus	0	9 346
Acquisitions d'immobilisations financières	(117)	(1 336)
Cessions d'immobilisations financières	183	1 218
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 518)	7 250
III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	1 841	9
Versement de dividendes	(5 164)	0
Achats par la société de ses propres actions	(1 017)	(349)
Ventes par la société de ses propres actions	1 049	1 478
Accroissement des dettes long terme et court terme	0	400
Remboursement des dettes long terme et court terme	(14 931)	(17 805)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(18 222)	(16 267)
Variation de la trésorerie	(4 028)	28 143
Trésorerie à l'ouverture ⁽¹⁾	30 174	2 149
Variation de la trésorerie	(4 028)	28 143
Incidence des variations de cours de change	174	(118)
Trésorerie à la clôture	26 320	30 174
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	15 181	29 995
Eléments non récurrents du cash-flow libre	(987)	14 415
Cash-flow libre	14 194	44 410
Impôts payés (remboursés), nets ⁽²⁾	254	109
Intérêts payés	1 487	2 777

(1) Après déduction du montant des lignes de crédit de trésorerie utilisées pour € 7,6 millions au 31 décembre 2009. Les lignes de crédit de trésorerie n'ont pas été utilisées à compter du 30 juin 2010.

(2) Ce montant ne comprend pas les remboursements du crédit d'impôt recherche.

Tableau de variations des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2010	28 495 514	0,97	27 641	1 033	(1 439)	(8 585)	6 039	24 689
Résultat net							15 647	15 647
Autres éléments du résultat global						(292)	682	390
Resultat global						(292)	16 329	16 037
Exercice d'options de souscription d'actions	3 500	0,97	3	5				9
Valorisation des options de souscription d'actions							193	193
Vente (achat) par la société de ses propres actions					1 053			1 053
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							51	51
Capitaux propres au 31 décembre 2010	28 499 014	0,97	27 644	1 039	(386)	(8 877)	22 612	42 032
Résultat net							19 197	19 197
Autres éléments du résultat global						61	553	614
Resultat global						61	19 750	19 811
Exercice d'options de souscription d'actions	404 596	0,97	392	1 449				1 841
Valorisation des options de souscription d'actions							257	257
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(336)			(336)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							245	245
Dividendes							(5 164)	(5 164)
Capitaux propres au 31 décembre 2011	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS DU QUATRIEME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2011

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode (habillement, accessoires, chaussure) et l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags) ainsi qu'une grande variété d'autres industries (ameublement, aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France) où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 350 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2011, réalisé en direct 90 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis), pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 740 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 220 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 150 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche annuel applicable en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2010. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 9 février 2012. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis à l'issue du Conseil d'Administration du 23 février 2012, qui arrêtera l'annexe aux comptes consolidés. Les comptes du quatrième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'une revue.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 sont sans impact sur les comptes du Groupe :

- IAS 24 – Information relative aux parties liées ;
- Amendement à IAS 32 – Classement des émissions de droits ;
- Amendement à IFRS 1 – Exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants ;
- Procédure d'amélioration annuelle des IFRS 2010 ;
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres ;
- Amendement à IFRIC 14 – Paiements d'avance d'exigences de financement minimal.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Il n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers du fait de leur adoption.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2011 traduits à cours de change 2010, comparés aux données réelles 2010.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en matière de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des

options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêt ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de R&D.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts bancaires, avances remboursables et autres dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie, le cas échéant.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein de la société. Les secteurs opérationnels présentés dans la note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » de la société.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de la performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en

partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2011, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 26 sociétés consolidées par intégration globale.

Une filiale, Lectra Russia, a été créée en octobre 2011 en Russie et est consolidée au 31 décembre 2011. La consolidation de Lectra Russia n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2011.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre en 2011.

Cinq filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 décembre 2011, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 2,0 millions, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,2 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la maison mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif en 2011.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATIONS A DONNÉES COMPARABLES

4.1 Quatrième trimestre 2011

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre				
	2011		2010	Variation 2011/2010	
	Réel	A cours de change 2010	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	52 608	52 200	50 261	+5%	+4%
Coût des ventes	(15 678)	(15 638)	(15 002)	+5%	+4%
Marge brute	36 930	36 562	35 259	+5%	+4%
(en % du chiffre d'affaires)	70,2%	70,0%	70,2%	0 point	-0,2 point
Frais de recherche et de développement	(2 973)	(2 973)	(2 368)	+26%	+26%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(26 722)	(26 635)	(26 641)	0%	0%
Résultat opérationnel courant	7 235	6 954	6 250	+16%	+11%
(en % du chiffre d'affaires)	13,8%	13,3%	12,4%	+1,4 point	+0,9 point
Charges à caractère non récurrent	0	0	(1 053)	ns	ns
Résultat opérationnel	7 235	6 954	5 197	+39%	+34%
(en % du chiffre d'affaires)	13,8%	13,3%	10,3%	+3,5 points	+3,0 points
Résultat avant impôts	6 838	6 556	4 263	+60%	+54%
Impôt sur le résultat	(2 258)	na	(625)	ns	na
Résultat	4 580	na	3 638	+26%	na

4.2 Exercice 2011

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2011		2010	Variation 2011/2010	
	Réel	A cours de change 2010	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	205 923	208 875	190 290	+8%	+10%
Coût des ventes	(61 613)	(61 890)	(54 193)	+14%	+14%
Marge brute	144 310	146 985	136 097	+6%	+8%
(en % du chiffre d'affaires)	70,1%	70,4%	71,5%	-1,4 point	-1,1 point
Frais de recherche et de développement	(11 463)	(11 463)	(9 547)	+20%	+20%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(103 925)	(104 727)	(103 701)	0%	+1%
Résultat opérationnel courant	28 922	30 795	22 849	+27%	+35%
(en % du chiffre d'affaires)	14,0%	14,7%	12,0%	+2,0 points	+2,7 points
Produits à caractère non récurrent	0	0	3 291	ns	ns
Charges à caractère non récurrent	0	0	(1 053)	ns	ns
Résultat opérationnel	28 922	30 795	25 087	+15%	+23%
(en % du chiffre d'affaires)	14,0%	14,7%	13,2%	+0,8 point	+1,5 point
Résultat avant impôts	27 209	29 082	20 406	+33%	+43%
Impôt sur le résultat	(8 012)	na	(4 759)	ns	na
Résultat	19 197	na	15 647	+23%	na

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

5.1 Quatrième trimestre 2011

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	23 041	44%	23 033	26 033	52%	-11%	-12%
- France	4 545	9%	4 545	5 227	10%	-13%	-13%
Amériques	11 269	21%	11 232	10 611	21%	+6%	+6%
Asie - Pacifique	15 450	29%	14 968	9 565	19%	+62%	+56%
Autres pays	2 848	5%	2 966	4 052	8%	-30%	-27%
Total	52 608	100%	52 200	50 261	100%	+5%	+4%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	13 338	25%	13 274	13 422	27%	-1%	-1%
- nouvelles licences	5 626	11%	5 583	5 953	12%	-5%	-6%
- contrats d'évolution logiciels	7 711	15%	7 691	7 469	15%	+3%	+3%
Équipements de CFAO	16 244	31%	16 039	14 061	28%	+16%	+14%
Maintenance hardware et services en ligne	8 844	17%	8 779	8 870	18%	-0%	-1%
Pièces détachées et consommables	11 783	22%	11 725	11 363	23%	+4%	+3%
Formation, conseil	2 256	4%	2 241	2 414	5%	-7%	-7%
Divers	143	0%	143	131	0%	+10%	+9%
Total	52 608	100%	52 200	50 261	100%	+5%	+4%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	24 270	46%	24 005	22 559	45%	+8%	+6%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	28 338	54%	28 195	27 702	55%	+2%	+2%
- contrats récurrents	16 034	30%	15 958	15 873	32%	+1%	+1%
- autres revenus récurrents sur la base installée	12 304	23%	12 237	11 829	23%	+4%	+3%
Total	52 608	100%	52 200	50 261	100%	+5%	+4%

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.

- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et des interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

5.2 Exercice 2011

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	98 712	48%	98 646	97 314	51%	+1%	+1%
- France	20 129	10%	20 129	19 230	10%	+5%	+5%
Amériques	43 835	21%	45 784	40 753	21%	+8%	+12%
Asie - Pacifique	52 660	26%	53 560	39 934	21%	+32%	+34%
Autres pays	10 716	5%	10 885	12 289	7%	-13%	-11%
Total	205 923	100%	208 875	190 290	100%	+8%	+10%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	55 057	27%	55 659	53 452	28%	+3%	+4%
- nouvelles licences	25 276	12%	25 646	23 641	12%	+7%	+8%
- contrats d'évolution logiciels	29 781	14%	30 014	29 811	16%	-0%	+1%
Équipements de CFAO	63 007	31%	64 599	51 734	27%	+22%	+25%
Maintenance hardware et services en ligne	34 657	17%	34 855	35 777	19%	-3%	-3%
Pièces détachées et consommables	43 739	21%	44 251	40 205	21%	+9%	+10%
Formation, conseil	8 932	4%	8 975	8 579	5%	+4%	+5%
Divers	532	0%	534	543	0%	-2%	-2%
Total	205 923	100%	208 875	190 290	100%	+8%	+10%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	97 746	47%	99 754	84 497	44%	+16%	+18%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	108 177	53%	109 121	105 793	56%	+2%	+3%
- contrats récurrents	62 579	30%	63 013	63 787	34%	-2%	-1%
- autres revenus récurrents sur la base installée	45 599	22%	46 108	42 006	22%	+9%	+10%
Total	205 923	100%	208 875	190 290	100%	+8%	+10%

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et des interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	47 777	49%	48 692	46 825	55%	+2%	+4%
Automobile	37 558	38%	38 477	21 550	26%	+74%	+79%
Ameublement	6 067	6%	6 050	6 599	8%	-8%	-8%
Autres industries	6 344	6%	6 535	9 523	11%	-33%	-31%
Total	97 746	100%	99 754	84 497	100%	+16%	+18%

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

2010	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	97 314	40 753	39 934	12 289	0	190 290
Résultat opérationnel courant	8 398	(620)	17	1 667	13 387	22 849

2011	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	98 712	43 835	52 660	10 716	0	205 923
Résultat opérationnel courant	8 801	612	1 632	1 386	16 491	28 922

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Trésorerie nette (+)	
		Dettes	Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	15,2	0,0	15,2
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(1,0)	0,0	(1,0)
Augmentation de capital ⁽¹⁾	1,8	0,0	1,8
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	0,0	0,0	0,0
Versement de dividendes	(5,2)	0,0	(5,2)
Variation de l'endettement	(14,9)	14,9	0,0
Effet de la variation des devises – divers	0,2	0,0	0,2
Variation de la période	(3,9)	14,9	11,0
Situation au 31 décembre 2010	30,2	(32,6)	(2,4)
Situation au 31 décembre 2011	26,3	(17,7)	8,6
Variation de la période	(3,9)	14,9	11,0

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Société Générale).

Le cash-flow libre au 31 décembre s'élève à € 14,2 millions.

Hors effet des décaissements à caractère non récurrents (correspondant aux coûts des mesures de réorganisation mises en œuvre en 2011 et provisionnés dans les comptes 2010), le cash-flow libre s'élève à € 15,2 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement de € 27,6 millions, d'investissements de € 3,5 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 8,9 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- + € 1,6 million proviennent de l'augmentation des stocks, en raison de la forte progression du chiffre d'affaires des équipements de CFAO et des pièces détachées et consommables ;
- + € 1,3 million proviennent d'une augmentation des créances clients, en raison de la progression du chiffre d'affaires ;
- - € 3,6 millions proviennent d'une hausse des dettes fournisseurs, consécutive à la forte augmentation du volume des achats de production des équipements de CFAO et de pièces détachées et consommables ;
- + € 4,1 millions proviennent de l'augmentation de la créance relative au crédit d'impôt recherche, son montant comptabilisé mais non encaissé en 2011 (€ 5,5 millions) ayant été réduit par l'imputation de l'impôt sur les sociétés à payer au titre de 2011 (€ 1,4 million) ;
- + € 3,2 millions proviennent de la diminution du montant des acomptes clients, en raison de la réduction du volume des commandes au quatrième trimestre ;
- + € 1,9 million proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe et de la prime d'intéressement de la société mère Lectra SA relatifs aux résultats de l'exercice 2010 et payés en 2011 et les mêmes montants comptabilisés en 2011 et qui seront payés en 2012.

L'augmentation totale du besoin en fonds de roulement, comprenant € 1,0 million de décaissements à caractère non récurrent, est de € 9,9 millions.

Conformément au vote de l'Assemblée Générale du 29 avril 2011, la société a distribué un dividende de € 0,18 par action au titre de l'exercice 2010, représentant un dividende global de € 5,2 millions, mis en paiement le 10 mai 2011.

8. EVOLUTION DU LITIGE EN COURS AVEC INDUYCO

Ce litige fait l'objet d'un développement détaillé dans la note 23 de l'Annexe aux comptes consolidés 2011 à laquelle il convient de se référer.

Dans son jugement du 21 octobre 2009, le tribunal arbitral avait alloué à Lectra des dommages et intérêts d'un montant global de € 26,0 millions (valeur au 31 décembre 2011)

En juin 2005, Lectra avait engagé une procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco (membre du groupe espagnol El Corte Inglés), le précédent actionnaire d'Investronica Sistemas, à la suite de l'acquisition de cette dernière. Aux termes du contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004, les parties étaient convenues que les différends découlant de ce contrat seraient définitivement tranchés par voie d'arbitrage international à Londres, conformément aux règles de la Chambre de Commerce Internationale.

Par sa sentence rendue le 21 octobre 2009, le tribunal arbitral international avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 21,7 millions (plus intérêts) comprenant :

- € 15,1 millions à titre de dommages-intérêts (plus intérêts depuis le 30 juin 2005 et courant jusqu'au paiement) ;
- € 6,6 millions au titre des frais de procédure (plus intérêts depuis la décision jusqu'au paiement).

Induyco avait refusé de se conformer à cette sentence, qui s'imposait à elle en application du droit international, et engagé en Angleterre une procédure en annulation (la High Court of Justice de Londres l'avait entièrement débouté et lui avait refusé la possibilité de faire appel). Elle avait aussi initié des procédures en Espagne visant à empêcher Lectra d'encaisser les sommes dues.

A la suite de l'arrêt de la Cour d'Appel de Madrid du 20 septembre 2010, Lectra avait obtenu l'exécution des garanties bancaires qu'Induyco lui avait consenties et avait encaissé € 15,1 millions.

Face au refus persistant d'Induyco de payer le solde de € 10,9 millions, Lectra a engagé fin décembre 2010 une procédure d'*exequatur* devant le Tribunal de Première Instance de Madrid, pour faire exécuter en Espagne la sentence arbitrale rendue en octobre 2009 et encaisser les montants encore dus par Induyco.

Par sa décision rendue le 27 juin 2011, le Tribunal de Première Instance de Madrid a ordonné l'*exequatur* en Espagne de la sentence arbitrale. Il a donc reconnu la validité et le caractère exécutoire en Espagne de cette sentence et a rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequatur* de Lectra.

Cette décision du Tribunal de Première Instance de Madrid, contre laquelle Induyco a interjeté appel (les conclusions des deux parties ont été déposées fin 2011), constitue une étape déterminante dans le règlement de ce litige. Elle renforce la volonté de la société de faire valoir fermement ses droits et de poursuivre le recouvrement de la totalité de sa créance au titre de la sentence.

La société a seulement enregistré dans ses comptes € 15,1 millions sur le montant global de dommages et intérêts de € 26,0 millions

L'encaissement des € 15,1 millions s'est traduit, dans les comptes consolidés 2010, par une diminution du montant des écarts d'acquisition de € 6,1 millions et par un produit net à caractère non récurrent de € 3,3 millions résultant d'un produit à caractère non récurrent de € 9,0 millions diminué du montant des honoraires et frais de procédures précédemment comptabilisés dans les autres actifs courants (€ 5,7 millions).

Induyco ayant fait appel de la décision du 27 juin 2011, celle-ci ne conduit pas à modifier l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes de la société : le solde (€ 10,9 millions) du montant total (€ 26,0 millions au 31 décembre 2011) des dommages et intérêts restant dû par Induyco n'a pas été enregistré dans les comptes et ne le sera que lors de son encaissement effectif.

Dans la mesure où l'intégralité des frais engagés a déjà été payée, l'exécution de la décision arbitrale se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au solde restant dû par Induyco.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Dans le cadre du contrat de liquidité confié à SG Securities (Paris), la société a, au cours de l'exercice 2011, acheté 185 256 actions et en a vendu 195 142 aux cours moyens respectifs de € 5,49 et de € 5,37.

En conséquence, au 31 décembre 2011, elle détenait 133 854 (soit 0,5 %) de ses propres actions à

un prix de revient moyen de € 5,39, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

Le contrat de liquidité stipule que les moyens mis à la disposition de SG Securities par la société, qui étaient à la date de signature dudit contrat composés de 430 260 actions et € 176 000 d'espèces (soit une contrevaletur totale d'environ € 1,9 million), pourraient faire l'objet d'un apport complémentaire en espèces de € 1,0 million, ne pouvant cependant pas excéder l'équivalent de 150 000 actions.

10. ENDETTEMENT BANCAIRE ET LIQUIDITÉ

10.1 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 31 décembre 2011, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire à moyen terme ⁽¹⁾	560	15 360	0	15 920
Avances remboursables ne portant pas intérêt ⁽²⁾	445	1 324	0	1 769
Lignes de crédit de trésorerie	0	0	0	0
Total	1 005	16 684	0	17 689

⁽¹⁾ Les dates de remboursement utilisées pour renseigner le tableau ci-dessus sont les dates contractuelles au plus tard, compte tenu des remboursements déjà effectués au 31 décembre 2011, sans accélération au titre des différentes clauses correspondantes du contrat.

⁽²⁾ Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D.

10.2 Emprunt bancaire à moyen terme

En 2007, la société a contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Les deux premières échéances semestrielles de € 3,8 millions chacune ont été remboursées le 30 juin et le 31 décembre 2010. En complément et compte tenu de la forte amélioration de sa situation de trésorerie en 2010, la société, à sa propre initiative, avait effectué un remboursement anticipé de € 10 millions le 31 décembre 2010. Ce remboursement volontaire se substituait aux remboursements semestriels contractuels de 2011 qui, de ce fait, avaient été réduits à € 0,6 million et effectivement remboursés le 31 décembre 2011. Au 31 décembre 2011, la société a effectué un second remboursement anticipé de € 10 millions, qui se substitue de la même façon aux remboursements semestriels contractuels de 2012.

Parallèlement, un remboursement complémentaire de € 3,8 millions a été effectué le 30 juin 2011 en application de la clause d'*excess cash-flow* du contrat de prêt, en raison de la forte augmentation de la trésorerie disponible au 31 décembre 2010.

Les remboursements effectués sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Solde de l'emprunt au 1^{er} janvier	30 320	48 000
Remboursements contractuels	(560)	(7 680)
Remboursements par anticipation (à l'initiative de la société)	(10 000)	(10 000)
Application de la clause d' <i>excess cash-flow</i>	(3 840)	0
Solde de l'emprunt au 31 décembre	15 920	30 320

Le solde de l'emprunt, soit € 15,9 millions, sera remboursable en trois échéances semestrielles à compter du 31 décembre 2012 : la première de € 0,6 million (31 décembre 2012), la suivante de € 9,6 millions (30 juin 2013) et la dernière de € 5,8 millions (31 décembre 2013).

En 2010, cet emprunt était soumis à intérêts au taux de l'Euribor 3 mois, majoré d'une marge de 1,85 % l'an. Conformément au contrat, cette marge a été réduite à 0,95 % l'an à partir du 1^{er} janvier

2011 compte tenu du ratio de *leverage* de l'exercice 2010.

La société avait couvert, dès la signature du contrat de prêt en 2007, son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt en convertissant ce taux variable en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux (cf. note 11). Le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élève à 5,24 % pour l'exercice 2011.

10.3 Covenants

La société s'est engagée, pendant toute la durée de l'emprunt, à respecter le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*). En cas de non-respect de ces ratios, une clause du contrat de prêt prévoit le remboursement anticipé de la totalité de l'emprunt ; dans cette hypothèse, la société se rapprocherait de ses banques pour trouver un accord amiable satisfaisant.

Les ratios à respecter jusqu'au terme de l'emprunt sont les suivants :

	2011	2012
<i>Leverage</i>	< 1,7	< 1,7
<i>Gearing</i>	< 1	< 1

Comme la trésorerie disponible du Groupe est supérieure à l'endettement financier au 31 décembre 2011 (cf. note 10.4), les deux *covenants* sont de fait respectés par la société.

Par ailleurs, le contrat de prêt prévoit que les banques peuvent demander le remboursement immédiat du solde de l'emprunt (clause de « changement de contrôle ») dans le cas où un ou plusieurs actionnaires de la société agissant de concert – à l'exception d'André Harari et/ou de Daniel Harari – viendraient à détenir plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote. La société s'est également engagée à limiter ses investissements à € 10,0 millions par an et à subordonner le paiement des dividendes au respect du calendrier de remboursement des échéances du prêt en limitant leur montant, sous certaines conditions, à 50 % du résultat net consolidé de l'exercice concerné (si moins de 50 % du résultat net consolidé de l'exercice d'une année a été distribué la différence par rapport à 50 % pourra être distribuée au titre d'années ultérieures). Le paiement du dividende global de € 5,2 millions au titre de l'exercice 2010 a respecté cette condition.

Enfin, le contrat comprend une clause de remboursement anticipé lors de l'encaissement des dommages et intérêts perçus dans le cadre de la procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco. Le montant de € 15,1 millions reçu en 2010 n'avait pas donné lieu à un remboursement anticipé, le seuil au-delà duquel cette clause s'exerce n'ayant pas été atteint compte tenu du montant total des frais et honoraires engagés par Lectra depuis le début de la procédure, ces derniers ayant été déduits du montant de l'indemnité perçue pour le calcul d'un éventuel remboursement. En revanche, l'encaissement du solde de € 10,9 millions des dommages et intérêts dû à Lectra par Induyco conduira à un remboursement anticipé proche de 50 % du montant reçu (cf. note 8).

10.4 Trésorerie disponible et trésorerie nette

Les lignes de crédit de trésorerie existantes au 31 décembre 2010 pour un montant total de € 14 millions sont arrivées à échéance en juin 2011. Le Groupe a décidé de ne pas les renouveler, compte tenu des excédents de trésorerie dont il dispose.

Au 31 décembre 2011, la trésorerie disponible du Groupe s'élève à € 26,3 millions. La trésorerie nette s'élève donc à € 8,6 millions (contre un endettement financier net de € 2,4 millions au 31 décembre 2010).

11. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué dans la note 10, la société a couvert son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable de l'emprunt (Euribor 3 mois) en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux. La couverture du risque de taux avait été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant de l'emprunt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles.

Le montant nominal de ces *swaps* étant toujours inférieur au nominal de l'emprunt, ils répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 31 décembre 2011 est négative de € 0,3 million. La part efficace, correspondant à la totalité de leur juste valeur, a été entièrement comptabilisée en capitaux propres. Aucune part non efficace n'a été comptabilisée en résultat financier en 2011.

A compter du 1^{er} janvier 2012, le montant nominal des *swaps* de taux est réduit à € 13 millions. Il sera ramené à € 5 millions le 1^{er} juillet 2012, jusqu'au 31 décembre 2012, date de l'échéance des *swaps*.

De ce fait, dans l'hypothèse théorique où le taux Euribor 3 mois serait identique à celui du 31 décembre 2011 (1,36 %), le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élèverait à 5,13 % au premier semestre 2012, 3,41 % au second semestre 2012 et 2,34 % en 2013.

12. RISQUE DE CHANGE

L'exposition aux risques et la politique de gestion des risques du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2010.

En 2011, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,39 / € 1.

Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 décembre 2011 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 4,2 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

13. SENSIBILITE DU MODELE ECONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité euro / dollar

La parité moyenne retenue pour le budget 2012 est de \$ 1,30 / € 1 (contre une parité réelle de \$ 1,39 / € 1 en 2011).

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une hausse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 (faisant passer la parité de \$ 1,30 / € 1 à \$ 1,25 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires 2012 d'environ € 2,5 millions et du résultat opérationnel de € 1,3 million. A l'inverse, une baisse du dollar de \$ 0,05 (portant la parité moyenne à \$ 1,35 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

14. CONTROLE FISCAL DE LECTRA SA

La société mère, Lectra SA, faisait l'objet depuis le mois de juin 2010 d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2008 et 2009 qui s'est achevé au premier trimestre 2011. Les redressements notifiés par l'administration fiscale concernent essentiellement le crédit d'impôt recherche pour un montant non significatif et qui était intégralement provisionné au 31 décembre 2010.